

## Chômage, misère, précarité: C'est ça l'insécurité!

INCAPABLE DE RÉDUIRE le chômage autrement que par le traitement statistique (CES, stages bidons, préretraites etc.), parce que ne s'attaquant pas de front à ses causes structurelles, impuissante (ne voulant pas de fait) à combattre les inégalités sociales car ayant déclaré indépensable la société de marché (le capitalisme), la gauche plurielle s'est trouvée, après l'épouvantail du F.N., deux nouveaux chevaux de bataille: l'insécurité et la délinquance juvénile! Appelé à la rescousse la déclaration universelle des droits de l'Homme, le gouvernement proclame la sécurité (avec tout ce que cela sous-entend...) valeur de gauche, une valeur sacrée à ajouter au triptyque républicain: liberté, égalité, fraternité et sécurité!

cités! Vite, pour justifier un tour de vis supplémentaire et sécuritaire, il s'appuie sur des statistiques alarmistes qui mélangent et additionnent allègrement choux, carottes et navets pour nous servir le brouet infâme de la montée de la délinquance! Tout juste s'il ne déclare pas la patrie en danger! Alors, qu'importe si on met dans le même sac des délits aussi divers que variés, allant de la fraude dans les transports en commun au vol, viol et violence, en passant par la consommation et la possession d'un peu d'herbe qui rend nigaud au trafic d'héroïne! Le but, c'est de faire peur et de donner le sentiment de l'insécurité qui fait voir derrière chaque groupe de jeunes un gang en puissance (et si en plus ils sont un peu bronzés alors là...). L'important, c'est de légitimer les contrôles au faciès,

pousse les individus dans les tranquillisants, qui provoque des souffrances physiques et psychologiques? Est-elle dans une hypothétique agression le soir en rentrant chez soi ou dans les fins de mois difficiles, les factures qui s'accumulent et les impayés qui s'entassent? Dans la peur du jeune ou dans celle de perdre son emploi, dans l'angoisse des lendemains qui n'en finissent plus de déchanter? Où risque-t-on le plus de perdre sa vie? Lors d'un crime ou à son travail? Dans un hold-up ou dans un accident domestique ou de circulation? Et la violence, où est-elle? Dans une baston entre deux bandes rivales ou dans l'obligation faite à des millions d'individus de mener une vie de dingues pour gagner un salaire de merde? La violence n'est-elle pas plutôt celle que subit au quotidien la cohorte immense des mal-logés, des sans-abri, des sans-papiers? Est-elle dans quelques flingues qui traînent ou dans l'arsenal gigantesque accumulé par les armées, dans les faits divers ou dans les guerres qui ensanglantent encore notre planète? Et les "incivilités", les insultes, où les retrouve-t-on le plus? Dans quelques gros mots, gestes et propos déplacés ou bien dans la parade obscène et permanente des riches pour qui tout est dû et qui méprisent et écrasent de leur morgue les pauvres qui les font vivre? Dans un crachat par terre, dans les petites embrouilles ou dans les lettres de licenciements, les détournements, la concussion, la prévarication, la corruption les affaires? Quant à la prétendue impunité, pour qui donc est-elle? Pour les voleurs de mobylette ou pour ceux qui s'en mettent plein les poches? Comme disait quelqu'un: les petits voleurs sont en prison, les grands sont dehors! Alors, il est temps d'arrêter le délire!

### L'alibi sécuritaire

Le racisme détourne le mécontentement des travailleurs sur des boucs émissaires comme les immigrés, désignés responsables de tous les maux. Fort du principe qu'un raciste est souvent quelqu'un qui se trompe de colère, on procède de la même façon et on essaie d'occulter les responsabilités de l'État et du patronat dans le mal-vivre qui touchent les quartiers, en montrant du doigt une frange de la jeunesse des banlieues... En gros, sans la petite délinquance, comment expliquer qu'après un an de gauche plurielle, le quotidien ne s'améliore pas et justifier toute la gente en uniforme? On fait tout pour que ça se passe mal, les

• Rhône-Alpes : élection  
dans un panier de crabes  
page 3

• Pour la gratuité des  
services publics  
page 5

• La dérive algérienne  
page 8



Au prétexte de quelques voitures en flammes (dans les banlieues « chaudes »), filmées complaisamment par les médias, le gouvernement sonne le tocsin! Il faut partir à la reconquête républicaine des

les quadrillages et les tentatives de ficage de la population, pour détourner les gens des vrais problèmes et, en jouant sur cette fibre sécuritaire, de propager la peste émotionnelle qui annihile toute réflexion à trouver les responsables de cette merde, en gros à qui profite le « crime »!

### Où est l'insécurité?

Bonne question, où est la vraie insécurité, celle qui rend la vie difficile, qui

## EDITORIAL

Les négociations sur les 35 heures et la mise en œuvre de la loi Aubry s'accroissent. La signature de différents accords (dans la métallurgie, le textile, le bâtiment, à EDF, etc.) sont aussi l'occasion de débats houleux au sein des confédérations syndicales, qui, selon les sensibilités ou les degrés de « radicalité » de telle fédération ou de tel syndicat d'entreprise, décident d'apposer ou non leur signature au bas des parchemins... Mais de fait, toutes ces tergiversations ne changent rien aux objectifs réels de la loi Aubry: il s'agit d'une esbroufe pour ce qui concerne la « lutte contre le chômage » et d'une offensive menée clairement dans l'intérêt des patrons, pour imposer toujours plus de flexibilité et une baisse déjà sensible du coût du travail!

Côté chômage, les chiffres sont déjà là: 1055 accords conclus pour 6 400 emplois. Dans le même temps, les plans sociaux se multiplient: il y a eu 1 700 licenciements dans le textile depuis la rentrée, 3 000 suppressions d'emploi chez Thomson-CSF - qui, certes, travaillent pour l'armée, mais qui auraient pu être reconvertis! - et 39 000 salariés ayant la malchance de travailler dans des banques vont, dans les années qui viennent, s'inscrire à l'ANPE. Pour le patronat, le gouvernement a fait tout ce qu'il fallait. Martine Aubry expliquait récemment qu'il était nécessaire « d'apporter plus de sécurité juridique aux entreprises » car, dixit, « la peur peut les inhiber »! Par conséquent, en préparation de la seconde loi qui viendra imposer définitivement les 35 heures, M. Aubry a annoncé que le nombre d'heures ne pourra plus être une clause substantielle du contrat de travail. En clair, ces « pauvres employeurs inhibés » pourront modifier la durée du travail sans pour cela être obligés de signer un nouveau contrat, en se passant donc de l'approbation des salariés. Si la protection qu'offre le droit actuel est déjà bien minime, ce que nous prépare aujourd'hui le gouvernement, c'est du jamais vu depuis des décennies! Avec l'annualisation, c'est la fin des heures sup payées; avec les négociations entreprise par entreprise (là où le rapport de force est le plus défavorable), c'est envoyer les salariés au casse-pipe. C'est aussi le temps de formation qui devra désormais être pris... sur le temps de loisir! Espérons qu'un mouvement social sera au rendez-vous dans quelques mois, pour défendre une véritable réduction du temps de travail, massive, sans flexibilité, sans annualisation et avec augmentation du pouvoir d'achat...

ISSN 0026-9433 - N° 1148

M 2137 - 1148 - 10,00 F



FOP 2520

# La gauche criminalise la misère

Tant qu'on admettra des excusés sociologiques et qu'on ne mettra pas en cause la responsabilité individuelle, on ne résoudra rien.

Lionel Jospin

« DUR AVEC LE CRIME, dur avec la cause du crime ». On connaît la devise concoctée par les spin doctors – conseillers en communication – de Tony Blair pour imposer le respect de « la loi et l'ordre » outre-Manche. La voix reprise par un Lionel Jospin visiblement à court d'idées sur le sujet, de plus en plus préoccupant pour les gouvernants, de la « sécurité » ou de la « sûreté », pour reprendre le vocabulaire cher au « miraculé de la République » de retour place Beauvau. La devise citée plus haut a ceci de particulier qu'il est possible de ne l'appliquer qu'à moitié. Du moins si l'on entend par « causes du crime », les facteurs de troubles, d'ordre socio-économique, politique et idéologique, expliquant que les jeunes issus des couches populaires soient de plus en plus enclins à jouer les fauteurs de troubles dans l'espace urbain.

Chacun sait, même s'il est de bon ton de feindre de l'oublier, que ce qu'il est devenu d'appeler – parce que cela convient aux puissants et à leurs servants – la « violence urbaine » (1) prend sa source dans la précarisation, la marginalisation, la paupérisation et la « désespérance totale », comme le rappelait *Le Monde*, à propos des émeutes de Toulouse, engendrée par l'absence d'alternative politique crédible. Sauf à les interpréter comme des évolutions naturelles, ces processus sont eux-mêmes l'effet de transformations qui, malgré le terme biologiste de « mutations » rituellement employé pour les désigner, n'ont rien de naturelles elles non plus. Ne sont-elles pas celles d'une création tout ce qu'il y a de plus humaine, malgré son inhumanité croissante, à savoir le mode de production capitaliste ? Des transformations que les États se doivent par définition d'accompagner et même parfois de promouvoir, mais en aucun cas d'entraver. Tout au plus parlera-t-on de les « encadrer ». Elles ont pour nom mondialisation, dérèglementation, privatisation,

flexibilisation, financiarisation, etc. Sans oublier une, voire plusieurs, « révolutions » technologiques (Internet), monétaire (l'Euro), culturelle (la rupture avec l'idée de progrès social), etc.

Autant dire que c'est plutôt la mollesse, pour ne pas dire la complicité, qui prévaut, de la part des dirigeants politiques, vis-à-vis des « causes du crime » et, par conséquent, à l'égard des véritables fauteurs de troubles que sont les artisans et les bénéficiaires de la globalisation capitaliste. La dureté, quant à elle, rebaptisée « fermeté » en France par notre gauche gourmée, restera réservée à ceux que cette mansuétude au profit des privilégiés aura rendu criminels ou supposés tels.

## L'objectif : colmater les brèches du système.

Il n'est pas impossible, toutefois, que le slogan blairien que Jospin a fait sien puisse être appliqué dans son intégralité, si, comme on en prend le chemin en France depuis le retour de « la gauche » au pouvoir, la recherche des « causes du crime » se limite au contexte immédiat censé le favoriser, c'est-à-dire au « terrain », comme le préconisent des chercheurs visiblement exténués. Ainsi blâmera-t-on avec la plus grande énergie la démission des parents, le laxisme des enseignants, l'indulgence des juges, l'angélisme des intellectuels, l'incurie de l'administration, la passivité des citoyens. Et lorsque cela sera possible, on sanctionnera aussi. Car quelle peut bien être la portée d'une admonestation si elle n'est pas suivie d'une punition ?

Répercuté par tout ce que le pays copte de haut-parleurs officiels et de porte-voix officieux du pouvoir lorsqu'il est question d'« insécurité », l'objectif poursuivi tient en un mot, sous forme de mot d'ordre, comme il se doit : « responsabiliser ». Et cela à un double titre. Au lieu de tenter de disculper les jeunes auteurs d'infractions ou d'incivilités (2) par des considérations oiseuses destinées à les innocenter, ceux-ci devront être au contraire amenés, menottés au besoin, à assumer la pleine responsabilité de leurs actes. Mais devront être également considérés comme responsables, au moins indirectement, de l'« insécurité urbaine »... les « irresponsables » qui,

précisément, auront contribué à un titre ou à un autre à entretenir chez les précédents l'idée qu'ils pouvaient échapper à leur responsabilité alors que tout doit être mis en œuvre pour leur en inculquer le sens.

[...] L'« insécurité urbaine » est apparue, en effet, au cours des années 70, en même temps que l'insécurité économique consécutive au déclenchement de la « crise », manière de ne pas appeler par son nom la restructuration du capitalisme contraint de passer au stade de l'accumulation flexible au fur et à mesure qu'il se globalisait. Pour contre-carer les effets délétères de cette métamorphose sur les quartiers d'habitat populaire, dénommés « difficiles » en raison, non pas des difficultés de leurs résidents confrontés au dénuement et à l'incertitude de lendemain, mais de la difficulté croissante à y préserver la « paix civile », une « politique de la ville » fut peu à peu mise en place.

Pendant deux décennies, elle permit « d'éviter le pire » sans empêcher cependant la situation d'empirer. A tel point qu'au tournant du siècle et du millénaire, la violence urbaine constituerait, si l'on en croit le président de la République et le Premier ministre, le second « problème majeur », après le chômage, auquel doit faire face notre société. Or, il y a toutes les chances pour que le premier ne soit pas résolu d'ici longtemps. Le serait-il, d'ailleurs, que la précarité et donc la pauvreté n'en continueraient pas moins, de toute façon, à s'étendre, les « formes particulières d'emploi », aléatoires et payées au lance-pierres, devenant la règle et non plus l'exception.

Il y a par conséquent fort à parier que l'« insécurité » demeurera au hit parade des « problèmes de société » bien au-delà de l'an 2000.

À moins que l'on ait réussi d'ici là à en juguler la progression grâce à la mise en œuvre d'une politique de « pacification » – la réactivation de ce terme aux relents colonialistes est à elle seule tout en programme ! – qui reviendrait à opposer à la prétendue violence urbaine la réelle violence d'État. Une violence « démocratisée », il est vrai.

## L'apparition des milices

Grande et seule innovation de ces dernières années, en effet, la lutte contre la délinquance et les incivilités urbaines doit devenir l'affaire d'une majorité d'habitants et non plus d'une minorité de spécialistes. Selon une politique très cotée dans les hautes sphères de l'appareil répressif d'État, cette lutte est « vouée à l'échec si elle ne reste que le fait de professionnels » (3). Un point de vue qui ne fait que résumer l'opinion d'une gauche gouvernante « recentrée » qui, à défaut de venir à bout des inégalités économiques que ses choix politiques ne font au contraire qu'accroître, n'a plus à offrir au peuple que la « réduction de l'inégalité face à l'insécurité ». Et cela en l'incitant à joindre toute formes

d'injustices à l'origine, justement, de la « haine » et de la « rage » des jeunes des cités.

De là les appels réitérés à une « implication citoyenne », pour reprendre une expression chère aux élus du P.S. – ceux du P.C.F. parlent d'« intervention citoyenne » –, c'est-à-dire à la coopération de la population avec les policiers en matière de « renseignement » sur les individus suspects et de « rappel à la norme » des déviants. Placée sous le signe de la « participation » voire de l'« autogestion », la collaboration des citoyens au maintien de l'ordre urbain ferait ainsi de chacun d'eux un « coproducteur de sécurité » au bénéfice d'une collectivité locale où l'urbanité aurait enfin retrouvé droit de cité.

Le flitage de tous par tous au nom de la « qualité de la vie urbaine » apparaît comme une nouveauté, disions-nous. À condition, cependant, de ne pas sortir de l'Hexagone. Car ce modèle d'auto-prise en charge de la « sécurisation des quartiers » par leurs habitants a fait déjà ses preuves depuis belle lurette sous d'autres cieux. Dans le cadre du *Community policing* aux États-Unis ou du *Neighbourhood Watch* en Grande-Bretagne, des associations de résidents se livrent sans complexe aux petits plaisirs du repérage et du mouchardage des « délinquants », non sans quelques dérapages comme cela se produit inévitablement lorsque l'engrenage de la délation institutionnalisée se met en marche. Qu'il s'agisse de deux pays de cocagne pour le capitalisme sauvage n'est évidemment pas fortuit. Le « laisser faire » pratiqué par les gouvernants en faveur des tenants du « marché libre » ne saurait être de mise à l'égard des laissés pour compte de ce libéralisme débridé lorsqu'ils s'aventurent à enfreindre la légalité. D'où la mobilisation orchestrée par les autorités de tous ceux qui ont encore quelque chose à perdre contre ces mauvais perdants.

## Le dernier verrou de la gauche à sauté

Déniée comme telle par tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ont tout intérêt à ce qu'elle se répande, l'idéologie sécuritaire imprègne ainsi l'ambiance d'une époque. Elle existe d'abord en pratique à travers les multiples discours qu'elle suscite depuis maintenant une bonne vingtaine d'années, ceux des comptoirs de bistrot et des cafés du commerce, comme on disait jadis. Cependant, à la différence des propos tenus sur d'autres sujets en ces endroits réputés vulgaires, ceux relatifs à l'« insécurité » n'ont pas seulement été relayés par une droite « centriste » rivalisant avec une droite extrémiste sur le terrain de la démagogie répressive. La logorrhée sécuritaire trouve maintenant un écho favorable parmi la « gauche républicaine et démocratique », que ce soit dans les palais gouvernementaux, les cénacles intellectuels ou les enceintes universitaires. Et, pour parachèver le tout, elle ne rencontre pour ainsi dire plus personne pour la contrer.

« Il n'y a que les bons conservateurs qui font les bons révolutionnaires », énonçait Régis Debray devant un parterre de professeurs de lycée (4). À en juger par le modèle suranné de républicain autoritaire, sécuritaire et disciplinaire auquel il s'est rallié, en compagnie de quelques autres spécimens de la

gauche caviar, il prouve qu'ils peuvent faire aussi de parfaits réactionnaires ! De Régis Debray à Jean-François Kahn, en passant par Max Gallo, en effet, ceux-là mêmes qui, dans le petit royaume des clercs, menaient des guerres picrocholineuses contre les adeptes de la « pensée unique » en économie se retrouvent bras-dessus bras-dessous avec ces derniers pour entrer en « résistance » contre l'« insécurité ». Par delà les querelles et polémiques sur d'autres thèmes qui servent aux uns et autres à entretenir leurs images de marque respectives, « un même sentiment d'urgence et une même aspiration » les auraient conduit à faire front commun face à ce qu'ils présentent comme l'un des « problèmes immédiats qu'affrontent dans leur vie quotidienne l'immense majorité des gens de ce pays. » (5)

Inutile, dès lors, de s'interroger plus longtemps sur la validité du « concept » d'insécurité, comme persistent à le faire quelques belles âmes à la naïveté invétérée ou une minorité d'anarchistes imprégnés de nostalgies libertaires. L'insécurité n'est-elle pas, en effet, l'expression d'un « sentiment justifié » fondé lui-même sur une « réalité indiscutable » (6) ? Si débat il doit y avoir, désormais, ils ne portera donc que sur la manière d'enrayer la « violence urbaine » et non sur ses causes structurelles. Hors de portée politique, de toute façon, pour pouvoir agir sur elles, mieux vaut les mettre hors d'atteinte intellectuelle.

Comme dans ces « pays du mensonge déconcertant » où s'était naguère instauré un « socialisme » abusivement qualifié de « réel », seul un mouvement de dissidence pourrait peut-être briser ce consensus qui, aujourd'hui en France, unit dans un même aveuglement, concerté ou non, la vraie droite et une gauche chaque jour plus factice. Aux yeux de l'intelligentsia, en particulier, qui se faisait fort naguère de le critiquer, de le contester voire de le combattre, le capitalisme réel – rebaptisé « économie de marché » – apparaît, à l'instar de la « démocratie impartiale » qui se serait greffée sur lui, comme le moins mauvais des régimes à défaut d'être le meilleur. Sans voir que désormais érigé en horizon indépassable, celui-ci – et non « la ville » – porte en lui cette nouvelle forme de guerre sociale qu'est la « violence urbaine » comme la nuée porte l'orage, aurait dit Jaures. À une autre époque que la nôtre, il est vrai, où un mensonge passe facilement pour une vérité dès lors qu'il fait l'unanimité.

Jean-Pierre Garnier  
Sociologue, CNRS

(1) Sur l'usage de cette appellation et sa visée mystificatrice, nous renvoyons à notre ouvrage, *Des barbares dans la cité*. Flammarion, 1996.

(2) Notion idéologique fourre-tout érigée en « concept » pour légitimer l'extension de la répression à des actes ou des attitudes non délictueuses mais jugées contraires aux « règles de vie communautaires ».

(3) Sophie Body-Gendrot, *Les villes face à l'insécurité*, Bayard, 1998.

(4) Régis Debray, *Les enjeux et les moyens de la transmission*, Éditions Plein feux, 1998.

(5) Régis Debray, Max Gallo, Jacques Julliard, Blandine Kriegel, Jacques Ozouf, Anicet Le Pors, Paul Thibaud, « Républicains, refusons la nation à deux étages », *Le Monde*, 20 octobre 1998.

(6) Alain Bauer et Xavier Raufer, *Violences et insécurité urbaine*, Que-sais-je ? PUF, 1998.

le monde  
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... À partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

# Élections au conseil régional de Rhône-Alpes

## Antifascisme: le dernier souci des politiciens!

IL N'EST PAS SUR QUE LA pantomime qui a eu lieu au conseil régional de Rhône-Alpes ait connu son épilogue avec la nomination de l'U.D.F. Comparini en remplacement de Millon ex-U.D.F. recyclé dans La Droite. La toute nouvelle présidente de la région va être fortement secourue par les attaques de ses opposants déclarés que sont le R.P.R., D.L., La Droite, les F.N. et même quelques individualités de l'U.D.F. Et le soutien de la gauche plurielle ressemble fort à la savonnette qui s'applique à rendre la planche plus glissante. Mais après tout c'est son affaire et nous n'allons pas pleurer sur son sort.

### Une stratégie test?

Néanmoins en tant qu'anarchistes nous nous devons d'être attentifs aux évolutions des rapports entre les différentes forces politiques qui se partagent le pouvoir parce que cela a toujours des conséquences sur la manière et les moyens utilisés pour nous maintenir sous leur férule. Il n'est pas impossible que ce qui s'est passé en Rhône-Alpes préfigure les alliances nouvelles qui s'élaborent au sein des appareils des partis tant à gauche qu'à droite. Chacun aura remarqué tant les médias ont appuyé sur ce fait, que le R.P.R. a soutenu un dénommé Gascon, illustre inconnu, dont les seuls mérites sont d'être le plus vieux du lot des conseillers et un inconditionnel de Millon. Il est clair que miser sur Gascon, doyen d'âge, arrangeait bien le R.P.R. qui prétendait ainsi officiellement unir toute la droite alors que son objectif était bel et bien d'empêcher l'élection d'un U.D.F. Par ailleurs ce Gascon avait l'avantage d'être une passerelle

idéale pour capter les voix des deux F.N. puisque depuis neuf mois ce conseiller ne ratait pas une occasion pour affirmer que le F.N. fait partie du jeu républicain comme tous les autres partis. D'ailleurs, profitant de sa position de président de séance durant les assemblées il n'a pas manqué de donner la parole à Gollnish peu avant le deuxième tour de l'élection du président de région pour que celui-ci rende compte de son entrevue avec une délégation du C.D.C.A., syndicat d'extrême droite qui manifestait à Lyon ce jour là contre l'emprisonnement d'un de ses chefs-fallons. Comme appel du pied il était difficile de faire mieux. Et le F.N. tendance Le Pen a voté dans le bon sens.

Il est clair que le positionnement du R.P.R. ne doit rien au hasard et que c'est en toute conscience que Séguin et Sarkozy ont préservé l'avenir en soutenant une candidature qui leur permettront d'engager des processus de rapprochement avec La Droite et l'extrême droite pour former un bloc capable de faire face à d'autres alliances en gestation. De toute évidence les discours de ce bloc ne peuvent que se durcir et être lourds de menaces pour les mouvements sociaux, les immigrés, etc.

### Fin l'opposition droite-gauche... place à l'arc républicain

L'autre fait marquant de cette élection aura été l'alliance affichée entre l'U.D.F. et la gauche plurielle. Faire barrage à Millon et à son alliance avec le F.N. aura été depuis le 20 mars dernier leur leitmotiv répété sans fin. Le Monde libertaire a depuis longtemps dénoncé l'antifascisme de façade de la gauche plurielle alors

que sa politique économique et sociale accroît chaque jour un peu plus la misère sur lequel le F.N. prospère. En Rhône-Alpes l'objectif d'en finir avec Millon a donc abouti et rien n'a changé pour les classes les plus défavorisées. Toute la gauche politique, syndicale et associative s'est réjouie publiquement de l'élection de l'U.D.F. Comparini. C'est paraît-il une grande victoire! Pourtant Mme Comparini a été jusqu'à ce jour dévouée totalement à Raymond Barre à qui elle doit tout, y compris sa place de présidente de région.

En effet il se confirme qu'il y a bien eu tractations entre Queyranne et Barre et que le marché suivant ait été passé: la gauche vote pour Comparini et en échange Barre donne un peu plus de place à la gauche dans la gestion de la ville de Lyon et de la C.O.U.R.L.Y (communauté urbaine) dont Barre est président. Cet arrangement qui n'a rien à voir avec la lutte antifasciste permet à l'U.D.F. de faire la nique au R.P.R. et d'affirmer ainsi son autonomie et sa distanciation d'avec une droite de plus en plus à droite. Il devient évident que l'U.D.F. débarrassée de sa tendance la plus dure par le départ de Madelin et de D.L. amorce un virage vers le centre droit qui lui permettrait de renouer avec le pouvoir par une alliance de gouvernement avec le centre gauche. Le centre gauche c'est ce vers quoi tend de plus en plus ouvertement le P.S. Les dernières prises de positions sécuritaires de Jospin confirment cette orientation et il est certain qu'à un moment ou un autre il y aura rupture avec ses alliés communistes et peut-être même écologistes. En attendant, en Rhône-Alpes le P.S. aura réussi à faire voter le P.C. pour une fidèle de Barre, ce qui ne manque pas de sel quand on connaît les positions libérales et anti-syndicales de celui-ci.

Mais ça rue dans les brancards à la base du P.C. et André Gérin, maire communiste de Vénissieux a publiquement dénoncé cette alliance contre nature en rappelant que Queyranne pouvait être président

de la région avec 60 voix pour la gauche plurielle contre 56 à Gascon alors que les 22 mégréttistes avaient quitté le conseil régional et que par conséquent il n'y avait plus de risque de voir élire le clone à Millon. L'ambiance n'est pas si sereine à gauche même si cela devrait se calmer pour cause d'élection européenne. Mais après...

### Un avenir consensuel au centre

Nous sommes convaincus qu'au niveau régional, le P.S. vise la mairie de Lyon et pas la présidence de région qui, dans leur calcul, doit rester à l'U.D.F., comme auparavant, puisque la droite est majoritaire dans la région et que l'U.D.F. en est le maillon faible, donc le plus avantageux pour eux. Actuellement Barre cogère ouvertement Lyon avec le P.S. Gérard Collomb candidat déclaré à sa succession et il a toutes ses chances au vu des haines qui se sont accumulées à droite autour de l'affaire Millon.

Depuis le temps qu'il se dit que la société française « demande à être gérée au centre » il n'est pas impossible que cette perspective purement politicienne ne voit le jour au niveau gouvernemental.

Nous restons convaincus que depuis le 20 mars les choses auraient pu se développer différemment mais la stratégie du P.S. aura été la plus forte et lui aura permis d'être le véritable artisan des alliances tant à droite qu'à gauche.

Sans eux rien n'est possible, ils viennent d'en faire une démonstration éclatante. Le P.C. risque fort d'en faire les frais lorsque l'intérêt du P.S. sera d'officialiser son virage au centre gauche. Reste que plus de 50% des électeurs n'ont pas voté et que toutes ces combines politiciennes restent très fragiles et que c'est de cette masse d'abstentionnistes qui ne sont pas tous des veaux que peuvent surgir des initiatives vraiment nouvelles.

**Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)**



Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web **Radio libertaire, le Monde libertaire...** <http://federation-anarchiste.org/>

## En bref

■ Une librairie anarchiste à Montpellier? Une souscription est lancée: chèques (ou prélèvement automatique) à l'ordre du C.D.P.L à adresser à l'Antre anar, 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier.

■ Le groupe libertaire de Chambéry a une nouvelle adresse: c/o CRI libertaire, Maison des associations, Boite 19 10, 67 rue St-François de Salles, 73 000 Chambéry. Vous pouvez aussi rencontrer les militants les 1er mercredis du mois de 19 à 22 h à la maison des associations.

■ Le groupe de Metz de la F.A. a édité un recueil des textes écrits par Georges Brassens dans Le libertaire. 10 F. À commander à CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

■ Le numéro 13 du bimestriel anarchiste grenoblois La Faille vient de paraître. Au sommaire: Répression contre les anarchistes italiens, réflexions sur l'antimilitarisme, les grèves dans l'Education nationale, l'euro, l'espéranto, Internet, les squatts, interview du groupe Casse-pipe... Abonnement 36 F les 6 n° (chèques à l'ordre de LAP) à La Faille B.P.2301, 38033 Grenoble cedex 2.

■ Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

## Faits d'hiver

### Tant qu'il y aura des étoiles

Sans doute en a-t-il toujours été plus ou moins ainsi. Du pithécanthrope dépenaillé au golden boy encravaté en passant par le prolo casquette Ricard, le rebeu agugu agaga, le cureton pataugas, le bolcho battle dress, le mendiant au regard de noyé, le chômeur désespéré, le travailleur angoissé, l'instinct camif, l'employé modèle, le plouc âpre à tout, le cadre stressé, le bourgeois cul serré, la jeunesse désorientée, les adultes asphyxiés, les vieux apeurés, le politicard ringard, la culotte de peau bien dégagée derrière les oreilles, M. et Mme tout l'monde... le problème n'est, en effet, toujours pas tant de rester le cul par terre à pleurer de révolte ou de désignation que de savoir pourquoi se lever et vers quoi marcher.

Vers le mythe de la vie après la mort, les billevesées nationalistes et racistes, la loi de la jungle capitaliste, l'escroquerie bolchevique, la soupe à la grimace réformiste, le pitoyable écolo-ramollo, le pathétique d'une révolution sociale engoncée dans la tribalité... bien tiens!

Un petit Allemand de 6 ans, profitant du sommeil de ses parents s'est habillé chaudement et s'en est allé avec son kart sur... l'autoroute.

Un automobiliste, étonné par la nature de ce véhicule non éclairé, a donné l'alerte. Le petit garçon a confié aux policiers qu'il voulait « Juste aller voir les étoiles ».

Les étoiles! Celles du rêve que nous sommes si nombreux à avoir dans le cœur et si nombreux à...!

À vos karts, camarades!

Jean-Marc Raynaud

# Si vous avez oublié ce que vous avez fait la veille... Téléphonez au maire, il a tout filmé!

**D**ÉPUIS LES PREMIÈRES CAMÉRAS, INSTALLÉES DANS LES années 70 à Paris pour contrôler le trafic routier (disaient-ils!), la vidéo-surveillance n'a cessé de se développer dans les supermarchés, les parking, les prisons, les gares, les administrations, les hôpitaux... Depuis quelques années, ce sont également nos lieux de travail et même les rues qui sont vidéo-surveillés. Bref, nous sommes épiés partout et tout le temps!

## Un maire à la pointe du délire sécuritaire

Georges Frèche, maire PS de notre belle ville de Montpellier, vient de faire paraître dans un numéro de l'officiel journal de la municipalité: "Montpellier Notre ville" un questionnaire sur l'insécurité à faire trembler tous ses habitants. En effet, les questions sont tellement bien tournées que quiconque tentera d'y répondre sera assuré de passer une nuit d'insomnie et d'angoisses tant elles entretiennent la psychose et la parano, déjà bien entretenues par les médias, de plus en plus grande chez nos concitoyens.

En fait, G. Frèche ne compte pas s'arrêter là, puisqu'il projette d'installer la vidéo-surveillance dans les rues de Montpellier dès le mois de février 1999. Ben voyons!

On peut alors se demander si les réelles motivations de notre maire ne seraient pas plutôt, à un moment où une partie de sa majorité le lâche, de récupérer des voix à droite voire même à l'extrême droite, profitant de la misère actuelle du FN.

Ce discours sécuritaire n'est d'ailleurs pas nouveau chez G. Frèche, puisque juste avant les dernières élections municipales, il avait émis publiquement le désir d'augmenter les effectifs de la police nationale à Montpellier et avait, à cette occasion, organisé une Assemblée Générale des montpelliérains sur le thème de l'insécurité. (Assemblée Générale que nous n'avions pas manqué de perturber...)

À cette même époque, alors que Pasqua voulait généraliser l'usage de la vidéo-surveillance, le groupe FA de Montpellier avait réussi une vraie mobilisation active contre les lois Pasqua, étalée sur plusieurs mois. Cette année, non plus, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Et c'est fort de cette expérience, que nous lançons une

campagne contre l'installation de caméras dans les rues montpelliéraines. Nous le répétons, la vidéo-surveillance constitue une atteinte grave à la liberté individuelle et découle d'une idéologie sécuritaire que nous, anarchistes, condamnons fermement. En faisant de tout le monde des suspects, la vidéo-surveillance ne fera qu'aggraver la parano ambiante en tentant de cacher les vraies causes de la délinquance, qui, nous le savons, est générée par ce système inégalitaire que nous impose le capitalisme.

## Assez du contrôle social!

Au delà de notre opposition à la vidéo-surveillance, c'est aussi un ras-le-bol d'un contrôle social de plus en plus pervers et répressif. Ce dernier, déjà bien établi dans notre société est sans cesse « perfectionné » par les gouvernements successifs et n'est pas sans nous rappeler le Big Brother de G. Orwell.

Partie prenante de ce dispositif de contrôle sur la population, les médias (et surtout la télévision) nous assaillent d'images de violence via des documentaires récurrents sur les banlieues, les baby-sitters qui frappent leurs chers bambins, les jeunes mal dans leur peau, etc. Et ne parlons pas des journaux télévisés qui se régalaient de diffuser des reportages montrant des voitures brûlées, des émeutes, etc. Tout cela dans le but évident de donner à leurs téléspectateurs, lecteurs, auditeurs, avides de frissons et de sensations, un sentiment d'insécurité de plus en plus grand. Histoire qu'ils arrivent à se méfier même de leurs voisins. Diviser pour mieux régner!

L'objectif est aussi de marginaliser tous ceux qui ne répondent pas à la norme instaurée par le pouvoir, ou qui le mettent en péril (SDF, sans-papiers, RMistes, militants...). Leur système est vieux comme le monde; c'est celui de la carotte et du bâton, à croire que pour eux, nous ne sommes pas plus intelligents que de vulgaires mulets!

Leur récompense, si on a été bien sage, c'est ce qu'on appelle l'assistantat social (RMI, CAF, ASSÉDIC...). On te donne une misère pour vivre, prends-la et tais-toi. Comme ça, on te déresponsabilise et tu deviens dépendant, accro à l'État, comme un héroïno-mane peut l'être à l'héroïne. C'est une question de survie! L'État devient donc la mère nourricière, celle contre qui on ne peut pas se

rebellier. Et la survie de l'individu passe par celle de l'État. C'est de la perversité pure! Pour que ce système soit encore plus efficace, il faut aussi qu'il soit assorti d'un contrôle social accru, manière de donner une valeur aux choses, et c'est ainsi que l'on menace des parents de leur enlever leurs allocations familiales si leurs enfants ne sont pas sages, des RMistes de leur couper le RMI s'ils ne font pas l'effort de se pointer à 8h tapantes au CCAS pour des réunions qui n'ont pour seul objet que de les fliquer (« Qu'est-ce que vous faites en ce moment? Et de quoi vivez-vous? », etc.).

Et puis, après la carotte, il y a le bâton, c'est-à-dire la répression. Il faut que les mulets deviennent de doux moutons, qu'ils rentrent tranquillement dans le troupeau et s'ils ont le malheur (ou le bonheur?) de lever la tête et de bêler un peu trop haut, le bâton est là pour les faire plier.

Oui, l'État ne nous voit guère que comme des mulets ou des moutons. A nous de leur démontrer que la plaisanterie est terminée, que nous ne sommes dupes et que ça suffit comme ci!

La vidéo-surveillance a pour objectif de normaliser l'ordre politique dominant et donc de normaliser nos comportements. L'utilisation qui en a été faite dans les prisons, initiée par un certain Bentham, est très parlante de ce point de vue: à force de ne jamais savoir à quel moment ils étaient surveillés, et de sentir un œil permanent sur eux, leurs comportements se sont peu à peu dépersonnalisés et automatisés. C'est pas du Big Brother, ça?

Et que dire encore des magnifiques possibilités qu'offre la vidéo-surveillance; caméras débridées (avec zoom et mobiles), falsification de films (grâce au numérique), durée de la conservation des cassettes (6 mois?), utilisation des documents vidéo lors des procès, etc.

Pour éviter des faire de la peine à G. Frèche, nous éviterons de lui demander combien tout cela va coûter à la commune alors que les besoins sont si grands en matière de logement, d'emploi, de lecture publique, etc. Mais nous ne manquerons pas de l'évoquer avec beaucoup d'autres choses encore lors du débat contre la vidéo-surveillance à l'Antre Anar (5 rue Jeanne d'Arc à Montpellier) le 29 janvier à 20 h 30. Et nous ne nous arrêterons pas là!

Nat. - groupe « Un autre futur »  
(Montpellier)

# Expulsions: mort à crédit

Les collectifs anti-expulsions (C.A.E.) ont décidé de faire du samedi 23 janvier un point fort de leur lutte pour la libre circulation et libre installation des personnes, en réclamant ensemble la fermeture des centres de rétention, ces prisons qui n'osent pas dire leur nom.

**D**ANS LE CADRE DE LA LUTTE pour la régularisation de tous et toutes les sans-papiers, des collectifs anti-expulsions se sont constitués, courant 1998, sur la revendication radicale de la libre circulation et libre installation de tous et toutes. Il existe actuellement, pour ce qui concerne l'Hexagone, des collectifs à Toulouse, Nantes, Lyon, Marseille, Paris, Reims... Ces collectifs peuvent être composés d'individus ou intégrer des organisations et associations, mais ils fonctionnent tous sur la base d'assemblées générales et ont su relancer la dynamique de soutien aux sans-papiers par différentes formes d'action. En intervenant directement dans les ports ou les aéroports (comme ce fut fait à Marseille, à Nantes, à Paris...), en manifestant auprès de la S.N.C.M., de la S.N.C.F. et des compagnies aériennes contre la collaboration répugnante des médias, qui tend à faire croire que tout a été fait pour « nos frères étrangers », les C.A.E. rappellent la réalité d'une oppression et d'une logique d'État criminelle.

L'assassinat de Sémiria Adam a montré ce qu'était le vrai visage du « cas par cas » humaniste... La mort de cette Nigérienne, tuée par la gendarmerie belge alors

qu'elle tentait de résister à son expulsion, a fait exploser le faux consensus que nos dirigeants républicains avaient patiemment tissé. Le discours « responsable » de nos dirigeants, tend en effet à faire croire que c'est pour préserver les miettes économiques allouées à la masse des « avec papiers » qu'on interdit de territoire les « sans-papiers ». Devinez pour qui reste le gâteau, avec ou sans papiers? Toute leur stratégie médiatique tend à rendre silencieuse et aseptisée une machine à expulser qui s'appuie logiquement sur les lois xénophobes de nos gouvernements... Mais S. Adamu ayant eu le mauvais goût de mourir devant les caméras au lieu d'attendre sagement d'être jetée de l'autre côté de la frontière (où elle aurait pu être mariée, violée, battue ou tuée sans publicité déplaisante...) la machine à expulser est apparue dans toute son horreur.

## Une forteresse d'insécurité et de précarisation

Une arrestation, une expulsion ne se font jamais « humainement », mais au prix de vies brisées. Pour expulser: on arrête, on enferme, on insulte, on bâillonne, on anesthésie, on tabasse... on tue parfois directement, ou on renvoie sans scrupule

vers la misère et l'arbitraire. Quand une personne a l'audace de résister malgré tout, en s'opposant à son embarquement, c'est le couperet de la justice républicaine qui tombe: Miawara Cheikne a été condamné à un an de prison ferme, le 29 octobre dernier, par le tribunal de Bobigny. Pour quel motif? Pour résistance...

Les politiques d'immigration, tant au niveau de l'État français qu'au niveau de l'Europe, sont des politiques de mort.

C'est en effet au niveau de l'Europe de Shengen que sévit, de façon de plus en plus uniforme, l'arsenal policier visant à insécuriser et précariser les sans-papiers. C'est pourquoi l'appel est européen, c'est pourquoi les C.A.E. belges se joignent à nous le 23 janvier et que des actions sont également prévues aux Pays-Bas, Italie...

Interdire le droit de s'installer et de circuler librement, c'est l'une des plus insupportables contraintes que les États font peser sur les personnes, et l'expulsion est aujourd'hui le dernier maillon de la chaîne de contrôle social qui pèse sur les migrants.

Le 23 janvier, les collectifs anti-expulsions vont rappeler la réalité des centres de rétention, où sont retenus les étrangers raflés lors de n'importe quel contrôle d'identité: défaut de ticket de bus, convocation administrative... Sans jugement, sur simple décision préfectorale ou policière, des personnes se retrouvent



ainsi dans des oubliettes de l'ordre républicain. Ils vont mettre en lumière cette machine à expulser qui voudrait se servir des populations de migrants comme prêtes à bosser ou prêtes à jeter, suivant leurs intérêts du moment. Ils vont rappeler les termes de leur plateforme politique: Pour exiger la fermeture immédiate de tous les centres de rétention. Pour la libération des sans-papiers incarcérés.

Pour l'abrogation de la double peine (prison + expulsion).  
Pour le retour des expulsés.  
Pour la régularisation, par carte de dix ans, de tous et toutes les sans-papiers.  
Pour l'abrogation des lois xénophobes.  
Pour la liberté de circuler et de s'installer.

Jeanne  
C.A.E. Nantes

# Service public: la gratuité pour l'égalité!

**D**ÉPUIS PLUSIEURS ANNÉES la définition d'un projet anarchiste crédible est au centre des discussions, des réflexions de la Fédération anarchiste. Les écrits, les idées ne nous suffisent plus, nous travaillons pour leurs concrétisations à travers des revendications qui si elles sont immédiates, n'en seront pas moins porteuses:

- d'une remise en cause fondamentale de la société actuelle, tant économique que « morale »;
  - d'une concrétisation de notre projet sur un point particulier: économique, éthique ou organisationnel.
- La difficulté réside dans le choix des thèmes et surtout dans le contenu de ces revendications. À partir de quel moment quittons-nous les propositions, les pratiques anarchistes pour des revendications, des actions, non pas réformistes, mais réformatrices, voire corporatistes?

## Pour un service public libertaire

Transports, santé, logement, éducation, culture, système bancaire, etc. Malgré le « bourrage de crâne libéral », la notion de service public (parce qu'elle est porteuse d'égalité sociale), est au cœur des luttes qui (de nov-déc 1995 aux lycées de 1998) secouent le pays et justement pour la très grande majorité des citoyens, le service aux publics: c'est l'égalité économique et l'entraide sociale au quotidien.

Qu'est-ce qu'un service public? La différence pour nous entre la notion d'État et de service public est fondamentale. Entreprises nationalisées, administrations d'État, entreprises privées, etc. ce n'est pas la qualité du propriétaire qui nous importe (capitaux privés ou d'État), mais bien la fonction d'utilité sociale pour la population qui est déter-

minante (dans le cadre d'une société libertaire ou non). Ainsi, si nous combattons la privatisation ou l'introduction du capitalisme dans le secteur public, nous ne menons pas pour autant une campagne pour la re-nationalisation de ces services.

Nous prôtons la socialisation des moyens de productions, donc du secteur public. Par « privatisation » nous n'entendons pas uniquement « changement de propriétaire »: un service peut toujours être détenu par l'État (ou une collectivité locale) et se donner comme objectif de fonctionner selon les critères d'une entreprise privée: faire des profits c'est-à-dire mettre en avant la rentabilité financière sous couvert de modernisation. Ce n'est plus un cas d'école, mais la réalité.

Dans une civilisation qui se dit évoluée, les services aux publics sont un droit inaliénable, donc: non marchand, d'accès libre, universel, ils garantissent l'égalité des citoyens et sont facteurs d'entraide sociale. Ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société. L'éducation, le logement, la santé, les transports, l'accès aux communications. De nouveaux champs sont en train d'apparaître: la gestion de la ville (au sens large), la gestion des ressources naturelles; la distribution alimentaire, de l'énergie, etc.

Questions de vocabulaire: « le service public, c'est les transports pour tous, le service aux publics, c'est les transports gratuits pour tous, le service d'utilité sociale, c'est les transports gratuits et au service des usagers pas des patrons ».

Dernière les mots, il n'y a pas que des querelles sémantiques. À la Libération, le capitalisme avait besoin pour se reconstruire de s'appuyer sur un socle économique fort capable de « tirer » l'activité des entreprises et favoriser la reconstruction. Par ailleurs, la puissance des pressions populaires et les risques d'explosion

sociale ont forcé le capitalisme et l'État à lâcher du lest. Aujourd'hui, le rapport de force s'est inversé.

Les socialistes « démocrates », autoritaires, marxistes et autres sectes du « capitalisme d'État » se lamentent sur la disparition progressive de l'État, c'est une erreur.

L'État se recentre, il lègue au capitalisme toutes ses activités lucratives qui concurrencent leurs entreprises et se renforce sur toute son activité régalienne (police, armée, justice, réglementaire, législatif, etc.).

Ce qui est vrai pour les pays dit riches l'est encore plus pour les pays dits sous-développés où ce sont les services publics qui disparaissent, mais ni l'armée, ni la police (voir les expériences décrites dans le *Monde libertaire* au Sénégal). Ce qui est remis en cause c'est le service public, parce qu'il est garant d'une certaine « égalité sociale ». L'État se chargeant de mettre en place une politique humanitaire afin de gommer les injustices les plus « visibles » et les plus inacceptables par la population.

Pour sauver le service aux publics, il faut le débarrasser des politiciennes (de

l'État) et de la logique de rentabilité financière donc du capitalisme.

Sous prétexte de modernisation, les dirigeants des services publics tentent des opérations marketing vers les clients-usagers. Il parle « d'écoute du client » mais ne prennent en compte que les consommateurs rentables. Le fait de transformer les usagers en « clients » n'est pas une simple clause de style, elle permet d'imposer la rentabilité financière, elle favorise nettement les entreprises, fait payer le citoyen et impose aux salariés une remise en cause des conditions de travail. Notre projet est de mettre le citoyen au centre des préoccupations du secteur public afin de définir son action en fonction de nos besoins et non de ceux du capitalisme ou de l'État.

## L'égalité c'est la gratuité:

À la question: quelle serait la revendication immédiate qui permettrait de donner (voire de redonner) un sens libertaire au service public? La réponse est rapide: la gratuité.

Les anarchistes le disent depuis le début, il n'y a pas de liberté pour les

individus sans égalité. Il n'y a pas non plus d'égalité des droits sans égalité économique. Or dans le cadre du système capitaliste, la gratuité est la seule garantie d'égalité sociale. Rien n'est gratuit, tout a un coût. La véritable question est donc: qui va payer pour les usagers et surtout pour ceux et celles qui en ont le plus besoin?

Actuellement ce sont ceux qui profitent le plus du système qui bénéficient de la gratuité: un patron est transporté gratuitement par son chauffeur; ses cadres supérieurs remplissent les avions, les TGV (en première) sans payer, le salarié a sa carte orange à moitié remboursée, les chômeurs, les jeunes, les retraités payent plein tarif. C'est donc à nous d'imposer aux principaux bénéficiaires du capitalisme qu'ils payent pour tous les usagers.

Dans de nombreux secteurs la gratuité n'est plus un problème économique, mais politique. Le capitalisme et l'État refusant d'afficher la gratuité car elle met en cause directement l'idée même de profit.

Groupe libertaire  
Louise Michel

## Des transports gratuits pour tous les usagers

interview de J.-P. P., machiniste à la RATP

**Qu'est-ce qui représente le plus la dégradation du service public à la RATP?**

La dégradation des conditions de transports pour les usagers, et de travail pour nous. Quand j'ai commencé, il était impensable de laisser sortir du dépôt un bus qui n'était pas sûr à 100%. Aujourd'hui c'est possible. Malgré les grands discours des politiciens de tous bords en faveur des transports publics, rien n'est fait. Plutôt, tout se fait à moyen constant. En cas d'ouverture d'une nouvelle ligne (de bus, de métro, de RER), pas un « poste » nouveau n'est créé, la direction les prend ailleurs. Six heures de conduite d'affilée est devenue la norme. Chaque innovation annoncée se fait grâce à la détérioration d'un secteur jugé non rentable d'où les pannes, les retards, les bus dégradés...

Bien évidemment ce sont les usagers et les salariés qui subissent toutes ces dégradations. Par ailleurs, les usagers ne sont considérés que comme des porte-monnaie (les clients) ou du bétail transporté sur son lieu de travail au bénéfice des patrons (à la limite le retour ils s'en foutent). La fonction assignée aux transports urbains par le capitalisme et par l'État est d'acheminer convenablement des millions de salariés sur leur lieu de travail, c'est de favoriser l'activité économique, pas de satisfaire les besoins des usagers. Ce qui augmente l'incompréhension entre usagers et salariés en contact avec eux.

**Et les problèmes de « sécurité »?**

D'abord, il faut relativiser. En 1998, pour la RATP, il n'y a pas eu plus de problèmes que les années précédentes. Comme par hasard, il faut remonter à une dizaine d'années pour voir effectivement « exploser » les agressions, les heurts entre usagers et salariés. Bien évidemment, ce phénomène est lié à la montée de l'exclusion, de la misère. Le directeur régional de la SNCF (Ile-de-France) disait récemment: « l'insécurité n'est pas une fatalité ». Il a raison, l'immense majorité des conflits sont liés à la perception des titres de transports. Cette réalité est aggravée par un fait: ce sont ceux qui en ont le plus besoin de transports gratuits de qualité qui subissent en première ligne la politique toute répressive des directions. Quand les cow-boys débarquent sur une ligne, ils viennent deux trois jours par grappe de dix ou quinze, leur comportement – au mieux – indisposent les usagers (même en règle), puis ils s'en vont ailleurs. Nous, nous restons et les voyageurs nous font la gueule, ils sont plus agressifs avec nous pendant au moins quinze jours.

**Cela ne justifie pas tout?**

Non, mais nous sommes souvent les derniers représen-

tants des services publics. Nous sommes les boucs émissaires de leur situation sociale. Par ailleurs, le recrutement des contrôleurs est parfois incohérent. Certains sont d'anciens collègues qui ont « craqué » donc, fragile psychologiquement et pourtant mis en face des usagers. Des autres ont souvent des idées très loin des concepts que nous défendons, bref proche de l'extrême droite. D'ailleurs, les machinistes sont aussi contrôlés, des « mouchards » de chez nous, surveillent si nous faisons bien payer les « clients ». Quand il m'arrive de dire à des gens de monter sans payer, je risque des amendes ou une mise à pied au même titre que les usagers.

**Est-ce que la gratuité des transports est un mythe en société capitaliste?**

Au contraire, rien n'est plus réaliste. Les transports ne sont jamais gratuits, mais à chaque fois que cela les intéressent les patrons et l'État n'hésitent pas à payer pour les usagers. Je ne parle pas des facilités données aux chômeurs dans quelques villes, mais de la volonté délibérée du capitalisme à utiliser les transports pour mieux vendre ou desservir des lieux quand ils sont intéressés. Il y a quelques temps, les grands magasins ont mené des opérations « bus » gratuits afin de faire venir (chez eux) dans de meilleures conditions les futurs consommateurs. Lors de la dernière coupe du monde, le gouvernement n'a pas hésité à donner à chaque spectateur un ticket lui permettant d'arriver et de partir du stade gratuitement par les transports publics (RER, métro, trains, bus étaient d'ailleurs plus nombreux). La carte « imagine Air » de la région parisienne est une autre illustration. Avec elle, les jeunes peuvent voyager le week-end sur les huit zones desservies par la carte orange, quelle que soit leur utilisation en semaine. Ce qui revient à dire que les transports sont gratuits le week-end. Pourquoi? tout simplement parce que la SNCF ou la RATP ne maîtrisent plus les fraudes le week-end et donc les heurts avec cette « catégorie de clients ». Je pourrais donner des dizaines d'autres exemples. Je le répète, la gratuité immédiate des transports résoudrait la très grande majorité des conflits entre usagers et salariés des transports et cela coûterait globalement moins cher à la société en général et peut-être même aux entreprises de transports. Diverses études ont été faites, elles vont dans ce sens.

Ce sont les patrons qui bénéficient le plus des transports... C'est à eux de payer la gratuité pour les usagers.

propos recueillis dans « Pas de quartiers »,  
émission du groupe Louise Michel  
sur Radio libertaire.

## Les communications locales gratuites pour tous!

Exemple où le capital peut et doit payer pour nous: les télécommunications. Le transfert de données, l'acheminement d'informations, du courrier; etc. sont devenus stratégiques pour les entreprises. Dans certains secteurs, il représente le deuxième poste financier après les salaires. Nous devrions dire, ils représentaient, car les technologies du type fibres optiques, et maintenant les réseaux Internet ou Intranet ont considérablement fait baisser ces coûts. La Wells Fargo (aux États-Unis) a fait chuter le coût moyen de son courrier de 1,1\$ à 0,1\$. Le secteur bancaire ou de l'assurance fait encore mieux. Les entreprises de ventes par correspondance transfèrent leur catalogue sur le web (moins de frais de fabrication, d'envois postaux, de gestion). Une compagnie aérienne européenne a vendu plus de 500 000 billets par le web (bonjour les économies de personnel). Quelques communes et France-Télécom testent le guichet électronique unique virtuel où les habitants pourront effectuer les opérations les plus courantes: payer les impôts, le téléphone, demander un permis de construire, remplir une feuille de maladie, etc. Les communes (même les petites et les rurales) s'équipent (sous la pression des cablo-opérateurs) et disposent donc d'un « réseau » déjà amorti par la télé à péage. Aux États-Unis la communication « locale » est gratuite. En Europe, les télécoms et le gouvernement italien ont mis ce point à l'ordre du jour, qu'attend France Télécom? Comme d'habitude, cet ancien service public s'occupe plutôt de ses « clients »: les entreprises (Intranet) et les communes. Les progrès technologiques profitent aux entreprises et non aux usagers ou aux salariés. Les réseaux de télécommunications existent et sont déjà rentabilisés par les transmissions professionnelles et commerciales; les communications gratuites pour les usagers sont supportables dès maintenant par France Télécom, Générale des Eaux et Cie. C'était d'ailleurs la revendication portée par les associations d'usagers d'Internet, il faut l'étendre à l'ensemble des usagers.

L.M.

# Algérie : une société en miettes

**D**ÉPUIS 1992, LA GUERRE civile se poursuit, et les massacres se multiplient en Algérie. L'insécurité et les nombreuses tueries ont provoqué des mouvements de population et des milliers de familles démunies sont jetées sur les routes de l'exode. L'État fait peu d'efforts pour venir en aide à une population en détresse de plus en plus nombreuse. Il ne se manifeste que par ses forces de l'ordre lorsque le mécontentement frôle l'explosion. La fronde est vite neutralisée par la présence policière et militaire, et un flot de promesses rarement tenues. Si les réfugiés souffrent le plus, l'ensemble des acquis sociaux est en train de régresser, sous l'effet conjugué de la guerre et de la mafia politico-financière qui menace l'économie algérienne et frappe la grande masse de la population.

L'éducation, considérée comme l'un des acquis essentiels est sinistré avec une déperdition de 400 000 élèves chaque année, tous cycles scolaires confondus. C'est devenu une usine d'exclusion où vient se greffer depuis juillet dernier le problème de l'arabisation totale du pays. De nombreux élèves qui acceptent mal cette obligation se retrouvent rapidement évincés du système scolaire. Cela aggrave une situation déjà catastrophique. Sur cent enfants scolarisés en élémentaire, neuf seulement pouvaient en 1996 décrocher le bac et cinq un diplôme universitaire, mais sans aucune perspective d'emploi.

L'analphabétisme atteint des proportions dramatiques, plus de 7 millions d'algériens sont touchés. De plus, face à des conditions de vie qui se dégradent de plus en plus vite de façon continue, de nombreuses familles ne peuvent plus scolariser leurs enfants. La situation des filles est particulièrement aggravée.

Depuis 1996 la chute des prix du pétrole et la libéralisation du commerce extérieur ont provoqué des restrictions budgétaires qui ont entraîné des pénuries de produits alimentaires de base, exacerbant le mécontentement de la majorité des algériens. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont arrivés en 1987. Les faiseurs de

« révolution libérale » devaient établir un diagnostic économique, puis proposer comme thérapie un programme triennal d'ajustement à partir de 1995. Ce n'est pas le fait du hasard si la crise débuta un an plus tard.

## Une population paupérisée!

En 1998, pour 29 millions d'habitants, il y avait près de 2,8 millions de chômeurs, soit un taux de 30% par rapport à la population active. Cette augmentation frappe plus particulièrement les femmes.

La misère augmente, et la mendicité est omniprésente aussi bien dans les grandes villes que dans les petits villages, ce qui ne s'était plus vu depuis trente ans. À présent, des sans-logis, parfois par familles entières, touchés par la crise ou chassés des régions où la sécurité n'est plus assurée, vivent sur les trottoirs des rues commerçantes de jour comme de nuit. Dans le secteur du bâtiment, les 200 000 salariés, privés de salaire pendant des mois, ont été pour la plupart licenciés. La dévaluation vertigineuse de la monnaie ajoutée à une forte inflation et à la disparition du soutien au prix des produits de première consommation, ont provoqué la stagnation des salaires depuis 1990. Cela a pour résultat une baisse très importante du niveau de vie de la majeure partie de la population, même la classe moyenne est véritablement laminée.

L'accès aux soins s'est détérioré. La couverture vaccinale a régressé. Le taux de mortalité infantile est ascendant, les diarrhées et les infections respiratoires aiguës sont les deux premières causes de mortalité. La pénurie de vaccins est la cause d'une flambée de décès due à la rougeole et la diphtérie normalement couvertes par la vaccination. Au même moment l'administration d'État importait des scanners pour les hôpitaux universitaires! La tuberculose connaît, elle aussi, un retour inquiétant. Les centres hospitaliers publics soumis à la rigueur budgétaire et à une corruption généralisée, ne peuvent plus faire face à la demande de soins. En l'absence de moyens, la majorité de la population renonce à

se soigner, et l'état des personnes atteintes de maladies chroniques devient de plus en plus difficile. Les hospitalisations sont adressées aux services des urgences où les soins sont le moins cher. Les petits revenus ne peuvent plus s'acheter les médicaments, ce qui n'empêche pas l'apparition d'une mafia qui s'est emparé de l'ancien monopole d'État à l'importation. Avec l'ensemble de ces problèmes, l'espérance de vie a baissé et se situe à soixante sept ans, si l'on ne prend pas en compte les tueries de la guerre civile.

Par contre le secteur lucratif dont les pratiques et les tarifs ne sont pas contrôlés par l'État est en plein développement. Il n'est accessible qu'à la minorité la plus riche. La distorsion du secteur de santé et la diminution des cotisants du fait des licenciements atteint de plein fouet la sécurité sociale.

La Banque mondiale dès 1986 suggérait de revoir à la baisse les prestations de la sécurité sociale. La retraite des salariés est la première victime de ces « réformes ». En

juillet 1998, les trois quarts des retraités n'ont pas perçu leur pension. La précarité est en augmentation comme le montre la demande d'aide alimentaire durant le mois de ramadan.

Un million de sans emploi, dont environ 80% ont des familles à charge, touchent une aide sociale de 1000 dinars (100 F) par mois, ce qui ne leur permet pas de survivre. De plus en 1998, 40% de la population soit 10 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

En ce qui concerne l'habitat, la situation est aussi dramatique. La crise du bâtiment a provoqué le ralentissement de la construction, il faudrait 300 000 logements par an, alors qu'il s'en réalise à peine 80 000 et que le taux d'occupation, l'un des plus élevés au monde est de 7,4 personnes par habitation.

L'environnement et l'urbanisation sont aussi concernés par cette dérive. La distribution de l'eau est rationnée, faute de ressources hydriques, un jour sur trois dans le meilleur des cas. Cela aggrave consi-

de renouvellement de son encadrement, à la répression ou à la subordination, et le pluralisme consacré par la nouvelle constitution reste embryonnaire.

Les médias et l'information sont sous le contrôle de l'État. Les principaux journaux nationaux comme *EL Watan*, *La Tribune* ou *Le Soir d'Algérie* qui ont pour siège la Maison de la presse d'Alger, sont sous le contrôle de la direction générale de la sécurité nationale (DGSM). Son rôle est d'identifier les journalistes qui feraient preuve de sympathie à l'égard de l'opposition légale. L'autocensure est devenue courante, notamment pour tout ce qui concerne les affaires de sécurité. Cela n'est toutefois pas simple, car le gouvernement modifie ses directives en fonction de la conjoncture politique. Le résultat de ses pressions est une presse monocolor qui ne reflète pas la pluralité de la société et se borne à reproduire les positions officielles. La radio et la télévision nationale sont dans le même cas et pour masquer la situation réelle du pays, autant que ses échecs en matière de sécurité, le gouvernement a asservi l'information. Journalistes assassinés ou disparus, censure systématique, surveillance policière, pression économique, tout est bon.

## L'arabisation à marche forcée!

L'arabisation totale du pays, quitte à laisser sur la touche la compétence de certaines populations n'est plus une vue de l'esprit. C'est devenu une réalité depuis juillet dernier. La résistance à cette politique se renforce en Kabylie. Après une année scolaire blanche organisée par le Mouvement Culturel Berbère dans toute la Kabylie, le pouvoir concède le Haut Commissariat à l'Amazighité. Mais sur l'essentiel : l'enseignement du berbère, la reconnaissance constitutionnelle, l'admission dans les administrations, rien n'est lâché. Depuis l'assassinat de Matoub, le mépris du gouvernement est encore plus évident. Son détachement après cet événement l'éloigne encore plus de la Kabylie. Pour la langue berbère, la question est aujourd'hui d'exister ou ne pas exister. Son espace géographique se rétrécit à une allure importante et le bastion Kabyle est lui-même touché. La langue se désagrège, son espérance de vie est estimée à une cinquantaine d'années. Pour l'État, la période de la revendication est révolue et il fera tout pour enrayer tout projet d'autonomie. Le caractère pacifique qui jusque-là a marqué les luttes Kabyles risque de basculer dans la violence.

Les vestiges du pouvoir bureaucratique et l'émergence d'une mafia politico-financière sont à l'origine d'une économie de bazar où l'argent de la dette libéré par le F.M.I., a permis de réalimenter le circuit de la corruption, et de provoquer la dérive d'une société en voie d'implosion. Que peut attendre l'Algérie du pouvoir dont la règle est d'abord de s'enrichir avant de faire vivre la population du pays?

Michel Sahuc.

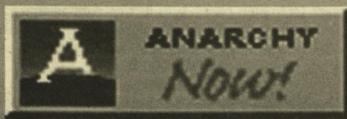


## dans la toile

L'art du « tag » n'est pas une spécialité de la Fédération anarchiste, mais il semble intéresser de plus en plus de créatrices et créateurs de sites, tant en France qu'à travers le monde. Aussi, pour démarrer avec quelques sourires, voici des adresses où les tags, pochoirs et graffitis éclatent : underground pour commencer avec les tags des catacombes de Paris (<http://www.multimania.com/lafouine/kata/html/indexfr.htm>), parfois morbides mais souvent mieux léchés que ceux que l'on peut trouver dans le Paris aérien (<http://homepages.star.net.fr/scc/>), <http://www.vitec.fr/parisgraffiti/>, <http://www.vitec.fr/parisgraffiti/>, <http://www.altern.org/tidjl/>, <http://www.chez.com/misstic/>, de Strasbourg (<http://pascal.u-strasbg.fr:10000/graffitis>). Enfin, un petit retour sur le passé (<http://homepages.star.net.fr/scc/>) pour la préhistoire du graffiti.

Dans ma moisson militante de janvier, j'ai relevé les sites suivants : pour le meilleur et l'anarchie (<http://www.respublica.fr/anarchie/>) présente, outre des liens et quelques infos, une belle galerie d'images, un forum et un salon de discussion (java compatible), l'anarchisme vu par un sympathisant (<http://www.respublica.fr/anarchie/texte/liens.html>), Alternatives (<http://www.alternatives.com/>). A bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard  
BlueEyedKeyboard@caramail.com



dérablement les conditions de vie, surtout des plus mal lotis. Les réseaux d'assainissement sont mal entretenus, ce qui provoque des épidémies de maladies à transmission hydrique, comme la typhoïde et augmente la menace du choléra.

## Des syndicats et des médias muselés!

Dans le cadre des entreprises publiques ou privées, l'augmentation des licenciements et la baisse des embauches ont provoqué une chute du syndicalisme. D'autant plus que l'UGTA (l'union générale des travailleurs algériens) le principal syndicat, s'est retrouvé pour sa plus grande partie liée à l'État et placée dans des assemblées « élues » dans les deux chambres parlementaires et les collectivités locales. L'état des syndicats est confronté à l'absence

LECTURE

# Incredibles anarchistes (volumes 3 et 4)

**A**L'ORIGINE, LE PROJET (du groupe Louise Michel) de retracer l'histoire de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées en puisant dans 150 ans de textes publiés dans le *Libertaire* et le *Monde Libertaire* se résumait à la publication de trois ou quatre brochures. Et puis, au fur et à mesure de nos recherches, nous avons découvert que la richesse de ces deux journaux était si grande que... Nous pensions récupérer quelques paillettes dans notre tamis, mais les pépites s'amorcellent, il nous fallut nous rendre à l'évidence. Le fleuve ne charriait ni plus ni moins que de l'or. Aussi, à ce jour, il semble acquis que nous nous dirigeons vers la publication (à raison de deux tous les deux mois) d'une dizaine, d'une douzaine, d'une quatorzaine... de brochures. Des brochures de 52 pages. Pédagogiques. A la portée de toutes les bourses (20 FF et 100 FF). Susceptibles de nourrir la demande d'information, de formation et d'adhésion qui se manifeste de plus en plus fortement envers l'anarchisme social. Mieux, à l'issue de la parution de cette série de brochures, parce que nous ne cessons d'écarter des

textes fondamentaux, nous envisageons de publier un gros livre d'un millier de pages dans lequel notre histoire passée, présente et à venir, pourra vraiment s'étaler en lettres de feu. En attendant, nous poursuivons notre bonhomme de chemin. Les deux premiers volumes de la série portaient sur la période des origines du mouvement anarchiste à l'aube de la première guerre mondiale. Les volumes 3 et 4 (objets de la présente publication) portent, eux, sur la période allant de 1914 aux débuts des années trente. Une période douloureuse pour le mouvement anarchiste, car, alors que notre idéal était en plein essor, avec, notamment, l'apport essentiel des libertaires à la construction d'un mouvement syndicaliste révolutionnaire, voire anarcho-syndicaliste, la première guerre mondiale va non seulement nous voir incapables de peser sur les événements, mais, pire, va amener certains d'entre nous, et non des moindres, à jeter l'internationalisme aux orties et à choisir un impérialisme contre un autre. Car alors que nous avions été déterminants dans la mise à bas du

Tsarisme et l'éclosion de la révolution d'Octobre, nous nous sommes faits laminer puis balayer par les bolcheviks. Car, notre défaite face à la guerre et aux marxistes léninistes russes va ouvrir le chemin de notre élimination physique au sein du mouvement ouvrier international. Car... Une période héroïque, cependant, car la trahison de certains lors de la première guerre mondiale n'a pas empêché l'écrasante majorité des anarchistes de maintenir haut et fort, dans la tourmente de l'effondrement du mouvement ouvrier, le drapeau de la révolution sociale et de l'internationalisme prolétarien. Car aussi bien en Ukraine, avec Makhno, qu'à Kronstadt ou à Moscou, nous avons tout tenté, le possible et l'impossible, pour impulser cette troisième révolution que nous appelons encore aujourd'hui de nos vœux. Car, en Patagonie comme lors des conseils de Bavière ou aux Etats-Unis avec les syndicalistes des I.W.W., nous nous sommes battus comme des lions contre le capitalisme, la montée du fascisme et le totalitarisme bolchevik. Car... Une période pathétique, si on y réfléchit bien, car rien n'était encore

## à la petite semaine Neutralité à peine voilée

Les enseignants de Flers, dans l'Orne, sont de braves gens. Pas victimes pour un sou de cette sale ambiance un petit peu xénophobe du temps présent. Même inconsciemment. Leur soudain amour débordant pour la laïcité, ces appels émouvants aux fondements de l'école de l'Etat ne les avaient guère motivés jusque-là face aux innombrables Christ en croix se balançant depuis des lustres au cou de collèges et lycées républicains. Pas de quoi faire grève, en tous cas. Les élèves de Flers, dans l'Orne, sont de braves petits. Pas moutonniers ni manipulés pour un sou. Les chaînes que les adultes ont en tête, ils estiment y avoir droit. Et manifestent pour cela au cri hautement libérateur de: « Le voile! Le voile! »

« *Le temps ne fait rien à l'affaire*, chantait Brassens, quand on est con, on est con... » Entre cons caduques, adeptes de la religion de l'Etat mais préférant quand même Wojtyla à Allah, et cons débutants, tout fiers de réclamer des muselières, nul n'est tenu de prendre parti.

Floréal

véritablement joué. Car bien que décalqués, martyrisés, épuisés, désossés, dézingués, atomisés, explosés... dans un combat inégal contre le capitalisme, le fascisme brun et le fascisme rouge, nous avions encore la force de faire basculer la situation en faveur de la révolution sociale et d'ouvrir en grand, comme quelques années plus tard lors de l'Espagne libertaire, les portes de l'espoir. Une période charnière, au bout du compte, car au carrefour de tous les possibles. Une période centrale, à l'évidence, car lours de leçons à tirer. Ces deux brochures nous dépeignent

cette période avec chaleur et rigueur et c'est peu dire qu'elles se dévorent. Les deux suivantes qui porteront sur la période des années trente avec, entre autres, le Front populaire en France et l'Espagne libertaire sortiront dans deux mois. À dans deux mois, donc!

Jean Marc Raynaud

*Incredibles anarchistes* (volumes 3 et 4). Histoire(s) de l'anarchisme des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 ans du *Libertaire* et du *Monde Libertaire* de 1914 aux années 30. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145 rue Amelot, 75011, Paris chaque volume 20 F (Plus le port) Chèques à l'ordre de Publico.

# Michel Parré, le véhément

**M**ICHEL PARRÉ EST NÉ le 22 avril 1938 à Saint-Denis. Et a été élevé par une mère institutrice, militante laïque et anticléricale. Après la guerre, vers six-sept ans dans l'Yonne, il est initié à la peinture par Kikoïne (venu de Russie avec Soutine) Il gardera toujours « l'illumination » de cet homme velu qui chantait des chansons russes toute la journée. Il représentait l'espoir, « l'appel confus de bonheurs sans lequel un homme ne peut pas vivre ».

Michel Parré a toujours conservé en lui ce grand appel, indistinct.

À Paris, il rencontre au lycée un copain d'exception : Roland Topor. Avec qui il découvre le surréalisme. Il fonde un petit groupe contestataire, les Fétichistes militants, qui sera la préfiguration du mouvement Panique. « Le côté provocation dans un ordre logique, sans sortir d'un ordre logique. »

Toujours, il se réfère à cette esprit « panique » proche des dadaïstes, des situationnistes. Une volonté de non-intégration. Sans grands éclats. Mais d'une manière pernicieuse. « Une volonté de faire déraiper des rouages qui ont l'air de fonctionner vers autre chose, vers un état qui les remet en question. »

Michel Parré effectue ce travail de sappe avec une peinture qui apparemment prend en référence un tas de « vieilles peintures poussiéreuses dépassées » (« sage, timorée, avec des petites lumières, des choses comme ça... ») Mais qui aboutit immanquablement à une œuvre scandaleuse, dérangeante.

Sa peinture n'est pas un discours sur l'art comme le font beaucoup de ses contemporains, mais un discours sur la vie. Les grands thèmes : le sexe, le fric, la mort. Il n'y a que ça qui l'intéresse.

Il dira à Radio libertaire : « Je crois que la part de blasphèmes, de provos et d'injures est nécessaire pour frapper fort

pour déblayer le terrain vis-à-vis des spectateurs. »

Il propose des images que les pouvoirs ne pourront jamais récupérer. Un travail sans concession. Dans le domaine toujours le plus décrié, le plus contrôlé, le plus scandaleux, (également celui du plus grand plaisir, de la plus grande liberté) : le sexe. « Le problème du sexe m'a toujours paru un problème progressiste. Un terrain de lutte. Énorme. Complètement évident. » Non obligatoirement le sexe représente, mais traité comme discours revendicatif ou déductif. Des images de corps mises simplement là, et qui – des morceaux de corps de femme, par exemple – jouent avec un dédicé...

Il y a chez Parré un bourgeonnement, une profusion de sexes, de seins, de fesses, là on ne les attend pas. Des métamorphoses. La main, par exemple, avec un doigt qui forme un visage, mais aussi un phallus. La main ouverte avec les monts de la paume qui sont des seins. Le nu féminin qui devient image phallique. La femme avec une bite au bout des seins. La petite femme dans une main gigantesque et qui suce un pouce énorme, qui lui distend la bouche... Des gestes obscènes. Des greffes monstrueuses.

Dans le collimateur également, la religion. Bien sûr. En premier, la grande corruptrice du sexe : l'église romaine. Parré peint « Mamelles de la France » : un cardinal de Richelieu qui descend sa robe pourpre plus bas que les épaules et affiche une paire de nichons asses gros, pendants. Il peint « Les Miracles de l'abbé Ration », assez anticlérical primaire (« Je ne serai plus un anticléricaliste primaire le jour où le dernier curé sera au chômage »).

Et puis – qui fait scandale – un lapin crucifié. Un lapin vidé, mis sur une

croix en bois, anonyme et attaché avec des ficelles. « J'avais effectivement acheté un lapin, je l'avais attaché sur deux bouts de bois en croix. Le soir, je ne le détachais pas, le bout de bois n'était pas très grand, on le pliait un peu pour le mettre dans le frigo, parce qu'il fallait quand même travailler quelques jours dessus. C'était comme une nature morte. »

Les images d'une boucherie de femme provoquent également des réactions violentes. Le corps de la femme, mis en morceaux et suspendu à un croc de boucher. De même que l'image d'une femme à quatre pattes, avec un cul un peu gros, bien en vue, et un rétroviseur de chaque côté – comme si elle était une monture.

Pour Parré, deux possibilités sont offertes au spectateur. Elle est la monture ou elle est sur une monture. Ne pas oublier dans le rétroviseur ses yeux qui regarde le spectateur... C'est peut-être elle qui conduit le bal? Regarde-t-elle ce qui peut arriver par derrière? Pour surveiller l'agression sexuelle? Il dira : « Les féministes m'en ont voulu. Mais au dos de la toile, c'est marqué : « Vive le MLF! » Parce que pour moi, c'était une toile de lutte, absolument! »

Parré tenait à cette ambiguïté. Test pour vérifier l'impact de l'image, sa vigueur.

La liberté de l'image, la violence du propos, la volonté d'éveiller les esprits font que les expositions personnelles de Parré ont été rares. Leur agressivité entraînait une réaction de refus de la plupart des visiteurs. « L'accumulation de mes toiles faisait un peu musée des horreurs pour les gens ».

Le livre d'or d'une exposition à Brétigny en 1978 est révélateur : « C'est hideux », « Espèce d'obsédé! », « Je trouve que la femme n'apparaît jamais à

son avantage, toujours le coté obscène des choses! Bref, c'est moche et déguelasse! »

Dans les expositions de groupe, la toile de Parré était perçu comme un coup de poing.

Non parce qu'il recherche l'horreur, mais, répétons-le encore, le propos véhément.

Et là on peut penser à un libérateur qui s'appelle Sade. Il y a toujours au bout du compte un éclat de rire qui montre que ce n'est pas malsain. Mais une arme. Quelqu'un à propos de ses corps martyrisés a dit que Parré était une démonstration brechtienne par le sexe. Il trouvait que ça lui faisait beaucoup d'honneur, mais, pourquoi pas cette piste? C'est le théâtre action, résistance.

Michel Parré a toujours eu un engagement politique. Avec les communistes. Également politique dans la peinture, et dans l'histoire de la Jeune Peinture. Et puis la coopérative des Malassis dont il est membre-fondateur.

Il se retrouve à la fin avec les libertaires sur des thèmes contestataires. Sur l'humain. « Des individus qui se substituent aux institutions ».

Sa dernière exposition personnelle sera à l'espace CRIME (Centre de recherche et d'investigation pour la mise en évidence) en 1991.

Il souhaitait – parce que cette époque sans espoir avait piétiné sa grande préoccupation éthique – que les rapports humains restent prioritaires. Et que la peinture continue d'exprimer des sentiments, des idéologies des choses humaines.

Un discours inacceptable, parce que libre.

Michel Parré est mort à l'hôpital Laënnec le soir du 15 décembre 1998.

Jacques Vallet

**RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz**

samedi 23 janvier à 11 h 30 :  
*Chronique syndicale* : Les éboueurs de la ville de Paris ; la lutte des intermittents du spectacle.

lundi 25 janvier à 19 h 30 :  
*Mémoire sociale* : avec Michel Ragon, auteur de « Un si bel espoir ».

mardi 26 janvier à 20 h 30 :  
*Sérvices publics(CNT)* : Un cadre d'EDF vous explique les arnaques sur la réduction du temps de travail.

mercredi 27 janvier à 10 h 30 :  
*Blues en liberté* : Le Zydeco, accordéon et blues. Le cajun mêlé à l'anglais.

# C'est ça l'insécurité!

suite de la première page

provocations policières avec les cow-boys de la B.A.C. qui multiplient les relevés d'identité, les insultes, on fait monter la pression, on laisse s'accumuler les problèmes et quand ça pète et ainsi, quand la situation est bien pourrie et invivable pour les habitants, ces derniers sont les premiers à réclamer plus de flics et plus de répression! Malheureusement, ces travailleurs exaspérés ne se rendent pas compte que les policiers qu'ils réclament à grands cris pour les « protéger » seront les mêmes qui les matraqueront lors d'un conflit social un peu dur... Et quand l'anesthésié se plaint de l'économie parallèle exis-

tant dans les cités (notamment les trafics de substances illicites), il se fout de nous: il sait très bien que la dépénalisation est la solution mais il préfère la persistance du trafic car c'est le maintien du flicage et des lois liberticides, bien pratiques et qui peuvent toujours servir!

## Pas d'angélisme...

Pour autant, il ne faut pas se fermer les yeux, il faut regarder la réalité et ne pas tomber dans l'angélisme, car même si on n'est pas en face Du Problème, il n'en reste pas moins qu'il y a des problèmes, et notamment des problèmes de cohabitation entre jeunes et moins

jeunes, que les dégradations, les déprédations, les comportements incorrects, des agressions, les petits vols, ça existe et que ça n'améliore pas une vie souvent trop difficile... Il ne faut pas se voiler la face, des gens cassés et beaucoup parmi la jeunesse, il y en a, et c'est vrai qu'on arrive à des situations où des pauvres « s'attaquent » à d'autres pauvres, où la « casse » touche les lieux où ceux qui abiment vivent et en subissent les conséquences. Sans tomber dans un discours misérabiliste, on sait que des pathologies graves se développent, touchant toutes les générations mais en priorité la jeunesse, que des formes d'associabilité, de déstructuration (les fameuses absences de repères) sont de plus en plus fréquentes, que tout cela participe à ce malaise et amplifie le sentiment insécuritaire. Des jeunes qui se fient avec les flics, c'est peut-être plaisant à voir, mais il ne faut pas s'illusionner, ce n'est pas spécialement constructif. Derrière l'apparence de la révolte, se cachent aussi des replis communautaristes et parfois une certaine défense du ghetto, une culture qui fait la part belle à la loi de la jungle, et qui quelque part adhérait aussi au système et aux valeurs capitalistes: on veut être à la place de ceux qui ont du fric, quitte aussi à écraser les autres, en somme le capitalisme sauvage! Sans oublier hélas une adhésion aux valeurs les plus machistes et homophobes, il suffit d'observer les attitudes vis-à-vis des filles et en particulier de leurs sœurs ou de se rappeler les incidents à la dernière Love Parade...

lieux d'enfermement et tous leurs avatars plus ou moins avoués aggravent plus qu'ils ne résolvent les choses. Derrière ces propositions démagogiques et ces effets d'annonce, il faudrait plutôt voir un appel du pied à l'électorat de droite ou frontiste, dont on connaît le goût pour les solutions expéditives et musclées! Alors en attendant, puisqu'on ne peut approuver la politique du pire, c'est donc l'option éducative et préventive qu'il nous faut soutenir. Bien sûr, pas celle à la sauce Chevènement à base essentiellement d'Ilotage et de leçons de morale républicaine (car pas question de juger) mais celle patiente et dévouée des associations, des structures éducatives qui rament pour sortir des ados et des jeunes adultes des galères où ils se sont souvent embarqués par la force des choses. Tout ce qui a le mérite d'exister, qui réfléchit,

qui invente qui innove et qui cherche des solutions intelligentes manque cruellement de moyens et de personnel qualifié, faute d'argent. Et qu'on ne vienne pas nous dire que c'est un important investissement financier, parce que l'entretien des prisons, des flics et des matons ça ne coûte pas cher peut-être? Certes, pour l'instant, le fonds social reste le même, et on a beau repeindre les cages d'escalier, la misère matérielle et la détresse psychologique sont toujours là, les causes ne sont prêtes de disparaître, c'est peut-être un emplâtre sur une jambe de bois, mais en tout état de cause on ne peut laisser toute une frange de la jeunesse s'enfoncer dans un *no future* sans issue. Ce gâchis des vies, voilà bien un forfait de plus à inscrire au grand livre noir du capitalisme!

Eric Gava  
(groupe de Rouen)

## Où va la CGT?

Partout en Europe, les directions des « grands » syndicats sont instamment invitées à participer à la mise en place des projets sociaux et financiers s'organisant à partir de l'« Euroland ».

Le rapprochement, soigneusement préparé politiquement et syndicalement, entre la CGT et la CFDT, s'inscrit dans ce cadre. Il s'agit ni plus ni moins, en fait, que d'un alignement de la CGT sur les positions de la direction de la CFDT et du gouvernement. L'appui de la CGT à la loi, pourrie s'il en est, Aubry, est un des exemples actuels les plus frappants de cet alignement. Peu importe les remous, le départ de militants, la dissidence de sections entières. Ce n'est pas la première fois que la CGT sacrifie son indépendance sur l'autel des intérêts politiques.

Bernard Thibault, le très médiatique leader des cheminots, propulsé candidat à la succession de Viannet au congrès qui se tiendra à la fin de ce mois, incarne cette « nouvelle ligne » de la CGT.

L'interview que donnait Bernard Thibault au très puissant quotidien démocrate chrétien Ouest France, le 20 décembre dernier est particulièrement instructive. Thibault était invité par Ouest France à répondre, avec trois autres personnalités (frère Roger, le contemplatif, Philippe Meirieu, grand gourou des sciences de l'éducation) à la question: que faudrait-il inventer en l'an 2000?

La réponse du futur responsable de la CGT se passe de commentaire: « pourquoi sommes-nous au seuil du troisième millénaire? Parce qu'il y a en gros 2000 ans, un homme qui a inventé un nouveau discours sur l'homme empreint d'une grande humanité. Comme tous les inventeurs, cet inventeur a condensé ce qui s'était dit et fait de meilleur... La bonne nouvelle s'est propagée... »

Les rotativistes de Ouest France, tous syndiqués à la CGT, ont conclu comme il convenait. Dans le local syndical, sous l'article découpé et agrandi, ils ont inscrit un immense et rageur Amen (1)!

**Fabrice. - groupe La Commune (Rennes)**

Pour les communistes plus ou moins rénovés, le soutien à la calotte, qui n'est pas nouveau historiquement, prend cependant un aspect de plus en plus officiel. Massimo d'Alema, président du conseil italien (issu du PCI), a été reçu par le pape. Ensembles, ils ont préparé le jubilé de l'an 2000 et d'Alema a promis aussi le financement public à parité des écoles privées

## Il y a des endroits « sans clés », il y a des enclaves sans droits

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'Homme, les prisonnières de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis ont tenu à manifester leur existence. Le texte a été signé par 80 détenues. Les signatures ont été déposées chez une personne de confiance.

### Ras-les-murs

Nous sommes les voix de l'ombre: femmes détenues. Pendant des siècles, les femmes ont été privées de leur voix et encore aujourd'hui dans de nombreux pays dans le monde, les femmes sont privées des droits les plus élémentaires. Les Droits de l'Homme ont été longtemps une affaire d'hommes. Il y a beaucoup de lieux dans la société riche et opulente de la France où les Droits de l'Homme sont bafoués; un de ces lieux est la prison. Nous en avons assez des beaux discours à l'occasion de l'anniversaire des Droits de l'Homme, nous voulons des faits!

En considérant

que personne ne doit être soumis à un traitement qui porte atteinte à la dignité humaine, nous revendiquons l'abolition de la fouille intégrale après chaque parloir et l'abolition du quartier disciplinaire.

En considérant que le droit à la libre expression est un droit inaliénable de l'Homme, nous revendiquons l'abolition du contrôle du courrier après la phase d'instruction.

En considérant que tous les hommes ont le droit d'être défendus, nous revendiquons la présence d'un avocat lors du passage au prétoire.

En considérant que la situation du travail carcéral, si désuète dans sa rémunération est proche de l'esclavage, nous revendiquons l'accès au smic pour les détenues, un salaire conforme aux accords syndicaux, les mêmes droits pour tous sans aucune discrimination (un salaire égal pour un travail égal) et que le RMI s'applique ainsi qu'il l'est à l'extérieur.

L'état d'une société se révèle dans ses prisons.

## copinage

**Paco Ibanez** chantera les 5 et 6 février à 20 h 30 et le dimanche 7 à 17 h au Trianon (80, bd Rochechouard, Paris 18<sup>e</sup>). Places: 140 F (120 F à la librairie du Monde libertaire). Rens. 01 42 60 61 25.

**Los Incontrolados.** Mise en musique du « Testament d'un incontrôlé de la colonne de fer », avec, entre autres (musique, chant, danse): Violetta Ferrer, Sharon, Miguel Linares, Tony Hymas, Carol Robinson, Hélène Labarrière, Guillaume Orti, Sylvain Kassap, Henry Lowther, Mark Sanders, Benoît Delbecq. 23 janvier à Fontenay-s-bois; 6 février à Villejuif; 12 février à Créteil. Rens.: 01 46 87 31 31.

## A G E N D A

### jeudi 21 janvier

**LYON:** Débat sur le thème « L'Education: critiques et projets des anarchistes », suivie d'une discussion animée par la F.A., à 21 heures à la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 1<sup>er</sup> - entrée par l'allée).

### mercredi 27 janvier

**TOULOUSE:** Le groupe Albert-Camus organise un débat antimilitariste autour du livre « L'âge des casernes » en présence de l'auteur, Michel Auvray à 20 h 30, Athénée Albert Camus 36, Rue de Cugnaux (métro Patte d'oie).

### vendredi 29 janvier

**PARIS:** Le groupe de la Villette de la F.A. organise une conférence-débat intitulée « Les anarchistes à l'épreuve de l'histoire » à 20 h 30 à l'Usine, 102 bd de la Villette (19<sup>e</sup>).

### samedi 23 janvier

**LYON:** Dans le cadre de la journée contre les centres de rétention, un rassemblement est organisé par le comité anti-expulsion à 15 heures devant le centre de l'aéroport de Satolas, situé dans la zone de Fret.

**NANTES:** Journée européenne contre les centres de rétention: rassemblement à 15 heures place du commerce.

**PARIS:** Journée européenne contre les centres de rétention: rassemblement à 13 h 30 place du Chatelêt.

### vendredi 29 janvier

**MONTPELLIER:** Débat sur la vidéo-surveillance à l'Antre Anar (5 rue Jeanne-d'Arc) à 20 h 30 organisé par le groupe « Un autre futur » de la F.A.

### samedi 30 janvier

**GUERET:** La Fédération anarchiste de la Creuse organise une conférence-débat les anarchistes et la question du travail à partir de 20 heures, à la Maison des associations (salle 2 bis), Braconne.

### mardi 2 février

**LORIENT:** Quand les censeurs, fêtent le cinquantième de la déclaration universelle de droit de l'homme. Le groupe de Ferrer de la F.A. organise dans le cadre d'une campagne pour la liberté d'expression, avec le cinéma « Le REX » la projection du film *Pas vu Pas pris* de Pierre Carles. La séance qui commencera à 20 heures sera suivie après le film d'un débat avec Pierre Carles.